

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX
13220 Châteauneuf-Les-Martigues

Références : FR/JPP-D-1483-2024

SPR/1443/2024

Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de

traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphta), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Action Nationale 2024 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractérisation des COV	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Quantification des COV	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	COV issus des bacs de stockage	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours / avant remise en exploitation du bac B15 pour reprise joint
5	ETE bassins API	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2,3,2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours / APMED / 3 mois
6	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	ETE réservoirs de stockage	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2,3,1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'action de réduction des émissions de COV du site, initiée par TERF par la remise de l'étude technico-économique en 2020 et complétée en 2023, doit se poursuivre et faire l'objet d'une évaluation chiffrée en termes de coût et de gains attendus.

L'inspection se prononcera dans les semaines à venir sur leur suffisance, au regard des éléments susvisés, ainsi que sur les autres documents remis (note de quantification des COV, programme de surveillance).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractérisation des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,2
Thème(s) : Risques chroniques, Article 3.2.6.2. Caractérisation des sources d'émission
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie de façon exhaustive toutes les sources d'émissions atmosphériques de COV CMR prioritaires et COV sur l'emprise géographique de son établissement. Dans cet inventaire, l'exploitant prend en compte les émissions directes canalisées, diffuses et/ou fugitives de toutes les unités et les opérations de maintenance à l'origine d'émissions atmosphériques significatives et les incidents à l'origine d'émissions atmosphériques significatives telles que définis à l'article 3.2.6.1 du présent arrêté. Cet inventaire est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, avec les éléments d'appréciation justifiant les actions de caractérisation. De plus, il distingue les sources susceptibles d'être à l'origine d'émissions de COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 3.2.6.1 du présent arrêté, du méthane et des autres COV. En outre, l'exploitant dispose d'un inventaire de tous les événements utilisés (hors situation exceptionnelle) pour chaque procédé (par unité par exemple), en précisant leur emplacement, leur raccordement vers un traitement lorsqu'il existe, et leurs émissions. Il procède également au repérage des équipements liés à des émissions fugitives des COV CMR prioritaires et COV tels que définis à l'article 3.2.6.1 du présent arrêté et en établit un recensement. Ce recensement est mis à jour lors de chaque modification significative des unités (ajout, remplacement ou mise hors exploitation d'un équipement,...).
Constats : Une inspection a été réalisée le 12/09/23 sur les suites données aux dispositions d'un AP du 12/06/18 relatives à la mise en œuvre de mesures de réduction des émissions de COV du site et à la mise en place d'un programme de surveillance environnementale. A la suite de cette inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre un inventaire général qualitatif de toutes les sources d'émissions de COV du site permettant de distinguer les COV CMR prioritaires, et de les localiser sur un plan de masse. Cet inventaire des sources, ainsi que leur localisation sur une carte, ont été transmis par courrier TERF du 29/10/24, (cf courrier QEHRI\2024-13 du 29/10/24, en annexe 1 et 2). Néanmoins, si la caractérisation des sources fournie en annexe 1 permet, pour chacune d'entre elle, de recenser la présence ou non de COV CMR prioritaire (en l'occurrence le benzène), pour les unités, ce n'est pas le cas pour les produits contenus dans les bacs. L'inventaire sera donc à compléter en ce sens.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compléter l'inventaire des sources d'émission de COV du site pour faire apparaître les COV CMR prioritaires contenus dans les bacs (cf 2ème onglet de l'annexe 1 du courrier TERF, réf QEHRI\2024-13 du 29/10/24)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Quantification des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,3
Thème(s) : Risques chroniques, Article 3.2.6.3. Quantification
Prescription contrôlée : L'exploitant quantifie les émissions associées aux sources caractérisées en application des dispositions de l'article 3.2.6.2 du présent arrêté sur la base d'une méthodologie définie applicable à chaque équipement concerné et commune à tous les équipements du même type. La priorité est donnée aux méthodes basées sur la mesure des émissions. L'exploitant distingue, pour chaque source d'émission, la part de chaque COV émis, en quantifiant précisément les émissions de chaque COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 3.6.2.1 du présent arrêté lorsque de telles substances sont susceptibles d'être rejetées. L'exploitant justifie la quantité émise calculée sur la base d'une corrélation avec des mesures in situ ou par une note détaillée sur la méthodologie retenue et le résultat obtenu. Cette note peut faire l'objet d'une tierce expertise sur décision de l'inspection des installations classées, conformément aux dispositions de l'article L.181-13 du code de l'environnement. Les méthodes et références de quantification des émissions de COV utilisées par l'exploitant sont décrites en annexe 7 du présent arrêté.
Constats : Le bilan COV 2019 à 2023 a été transmis à l'Inspection par courrier TERF du 29/10/24. Il présente les bilans annuels de COV pour chaque type de source (diffus fugitif et non fugitif, canalisé, URV...). L'exploitant explique les fortes variabilités (34t en 2019, 92t en 2022) d'émissions de COV des bassins API (décantation) par un changement sur leur méthode d'estimation et le design des équipements. Il est à noter que le site étudie la mise en œuvre au cours de l'année d'une méthode de modélisation inverse de la dispersion (RDM) en utilisant 5 micro-capteurs (de type PID) positionnés en permanence autour des bassins API. Cette approche permettra, selon l'exploitant, de détecter les anomalies et de quantifier les émissions surfaciques. Sa programmation et sa mise en œuvre effective seront confirmées à l'Inspection dès réalisation. Concernant la baisse des COVNM issus des réservoirs de stockage constatée entre 2019 (186t/an) et 2020 (98t/an) puis 2022 (67t/an), des justifications (ou hypothèses raisonnablement vraisemblables) sont toujours attendues. En outre, l'exploitant précise que des campagnes de surveillance par caméra infrarouge (IR) ont été menées pour détecter d'éventuelles anomalies sur les équipements et accessoires des réservoirs de stockage (joints primaires et secondaires des toits et écrans notamment) en juin et septembre 2024. Le rapport concluant sur les résultats de campagnes et les actions correctives prévues, assorties de leur calendrier de réalisation, sera transmis à la DREAL. Enfin, la procédure QEHRI-08 décrivant les méthodes de surveillance et de quantification ainsi que la caractérisation des sources d'émission a été remise en annexe 3 du courrier susvisé. Elle sera analysée postérieurement par l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• Transmettre un calendrier et la description de la méthode de mesurage en continu des émissions de COV autour des bassins API• justifier la baisse des émissions de COVNM issues des réservoirs de stockage constatée entre 2019 (186t/an) et 2020 (98t/an) puis 2022 (67t/an)• transmettre le rapport concluant sur les résultats de campagnes de surveillance par caméra infrarouge (IR) réalisées en 2024 pour détecter d'éventuelles anomalies sur les équipements et accessoires des réservoirs de stockage, intégrant le bilan des actions correctives prévues et leur calendrier de réalisation

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : COV issus des bacs de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,5
Thème(s) : Risques chroniques, Article 3.2.6.5. Emissions diffuses non fugitives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits finis et intermédiaires pouvant contenir du benzène dans une proportion supérieure à 10% en poids sont stockés dans des bacs à toit flottant à double joint d'étanchéité, ou technologie équivalente.</p> <p>Les parois et le toit externe des réservoirs servant au stockage avant expédition d'essences (avec ou sans additifs) sont recouverts d'une peinture d'un coefficient de réflexion de chaleur rayonnée totale supérieur ou égal à 70%. Ces réservoirs sont de type toits flottants externes et sont équipés d'un joint primaire pour combler l'espace annulaire situé entre la paroi du réservoir et la périphérie extérieure du toit flottant et d'un joint secondaire fixé sur le joint primaire.</p> <p>Afin de réduire les émissions atmosphériques de COV dues au stockage d'hydrocarbures liquides volatils, les réservoirs à toit flottant ou les réservoirs à toit fixe avec écran interne sont équipés de joints d'étanchéité très performants.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions en COV lors des opérations de nettoyage des bacs de stockage de liquides inflammables volatils.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier réf QEHRI\2024-13 du 29/10/24, en son annexe 1, les caractéristiques des bacs. Il y précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> tous les réservoirs contenant des produits finis et intermédiaires avec plus de 10 % de benzène en poids sont stockés dans des bacs à toit fixe avec écran flottant et joints d'étanchéité. Les réservoirs utilisés pour le stockage avant l'expédition des essences sont de type toit flottant externe ou de technologie supérieure (bac à toit fixe avec écran interne). Les toits flottants externes sont également équipés de doubles joints d'étanchéité. <p>En outre, à l'issue de l'inspection réalisée le 12/09/23, il avait été constaté que sur les 24 réservoirs servant au stockage avant expédition des essences, seuls 3 étaient recouverts d'une peinture réfléchissant au moins 70 % de la chaleur rayonnée comme imposé par les dispositions de l'article 3,2,6,5 de l'AP du 16/05/2018. Aussi, un projet d'APMED a été proposé en 2024 à M. Le préfet. Dans son mémoire en réponse à ce projet d'APMED (courrier du 28/06/24, réf QEHRI/2024-15), l'exploitant précise que 19 bacs (et non 24) sont concernés par les dispositions de l'article 46 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 reprises à l'article 3.2.6.5 de l'autorisation environnementale d'exploiter du 16 mai 2018 et non 24 comme mentionnés dans le projet d'APMED. La remarque sera prise en compte dans le projet d'APMED. Néanmoins, la liste des bacs concernés n'apparaît pas dans l'inventaire transmis en annexe 1 du courrier TERF QEHRI\2024-13 du 29/10/24, qui sera complété en ce sens.</p> <p>Par ailleurs, un point a été fait sur les suites données aux émissions anormales de COV provenant du bac B015 en 2022, détectées par caméra infrarouge (IR) à proximité de la zone. Par mesure de précaution, un balisage de la zone a été mis en place pour interdire l'accès au toit du réservoir. Malgré la fermeture en février 2023 d'une trappe de visite laissée ouverte, une contre-détection en mai 2023 a révélé un défaut d'étanchéité des joints de l'écran interne. Il a donc été décidé de</p>

vider le bac B15 au 31 décembre 2024 au plus tard. La réalisation effective de sa vidange, et la reprise du joint de l'écran interne avant sa remise en exploitation, seront à confirmer par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> compléter l'inventaire des caractéristiques des bacs de stockage de produits contenant des COV, transmis en annexe 1 du courrier TERF QEHRI\2024-13 du 29/10/24 pour y faire apparaître les bacs visés par les dispositions de l'art 3.2.6.5 de l'AP du 16 mai 2018 (peinture réfléchissante) Finaliser la reprise du joint de l'écran interne du bac B15 avant sa remise en exploitation, et le confirmer à l'inspection
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours / avant remise en exploitation du bac B15 pour reprise joint

N° 4 : ETE réservoirs de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2,3,1
Thème(s) : Risques chroniques, Article 2,3,1. réduction des COV bacs de stockage
Prescription contrôlée : Afin de réduire les émissions de COV, l'exploitant équipe chaque réservoir de stockage de liquides inflammables à toit flottant ou à écran flottant de dispositif de réduction sur les verticales de pige ou barres creuses (appelé Fourreau VPR). La mise en place de ce dispositif sera réalisée à l'occasion de la première inspection hors exploitation détaillée des réservoirs ou de tout arrêt d'opportunité permettant la mise en œuvre de ce dispositif. En tout état de cause, ce dispositif de réduction des émissions de COV sera déployé sur l'ensemble des réservoirs concernés au plus tard en février 2031 et suivant la progression minimale suivante : 30 % des réservoirs équipés sous 3 ans et 60 % des réservoirs équipés sous 6 ans.
Constats : Un point d'avancement est fait sur la mise en œuvre des fourreaux VPR au niveau des piges de bacs. A date, 9 bacs sont équipés. Le dernier bac équipé est l'A151 (travaux finalisés en juin 2023). Les travaux sur le bac B062 sont en cours. La mise en place de ces dispositifs devrait permettre un gain d'environ 35 % d'émission en COV pour un réservoir à toit flottant (par rapport à un bac non équipé) avec un coût total par équipement de 6 000 €. Pour les toits fixes avec écran interne, le gain est moindre mais n'a pas été évalué. Aucune non-conformité n'est relevée vis-à-vis du calendrier de réalisation visé par l'art 2,3,1 de l'AP du 02/05/22 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : ETE bassins API

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2,3,2
Thème(s) : Risques chroniques, Article 2,3,2- réduction des COV bassins API
Prescription contrôlée : ARTICLE 2.3.2 - Bassins API L'exploitant remet sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique complémentaire permettant de définir les moyens propres à réduire les émissions surfaciques de COV des bassins API.

Les solutions étudiées et celle retenue par l'exploitant font l'objet d'un positionnement par rapport à la cible théorique d'abattement de 95 % citée dans l'étude de réduction des émissions de COV du 30 décembre 2020 et complétée le 30 juin 2021.

Cette étude est accompagnée d'un échéancier de réalisation. Le dispositif retenu est mis en œuvre dans un délai global de 36 mois à compter de la notification du présent arrêté avec une mise en œuvre progressive sur les différents bassins API concernés à raison de 50 % minimum de la surface des bassins sous 24 mois.

Constats :

Par AP du 02/05/22, l'exploitant devait réaliser une ETE permettant de réduire les émissions diffuses de COV des bassins API, et évaluer leur performance par rapport à une cible théorique d'abattement de 95 %. L'ETE, transmise à l'inspection par courrier du 15/02/23 (réf QEHRI/2023-05), conclut sur la difficulté technico-économique à couvrir les deux bassins API, comme proposé dans l'ETE initiale remise en 2020, et propose à la place d'autres mesures alternatives :

- améliorer la caractérisation et quantification des COV dans les bassins 4 et 13 par la mise en place de débitmètres et densimètres dans les fosses à huiles (fait en juin 23)
- mise en place d'analyseurs de COV au niveau des bassins 4 et 13 avec alarme et report en SDC pour détecter une éventuelle anomalie de la charge entrante et intervenir plus rapidement (en phase de test)
- mise en place de purgeurs automatiques au niveau des bacs D27 (fait 01/23), B21 (fin 11/24 - initialement programmé 12/23) et B07 (d'ici fin 2024 - initialement programmé 06/24) pour limiter les temps de purge et donc la quantité d'effluents chargés en HC susceptibles de rejoindre les décanteurs - Il était attendu que l'exploitant respecte ses engagements initiaux en finalisant l'installation des purgeurs susvisés avant le 31/12/24 et en informe la DREAL. Le calendrier éventuel d'installation d'autres purgeurs automatiques sera précisé. La consigne de purge des bacs, modifiée récemment, sera transmise à cette occasion.
- revamping des systèmes d'écémage et du tambour oléophile de la DEC 13 (fait 09/23)
- mise en place de lentilles dans le regard et bassin en amont de la décantation 13 (programmé 10/23)
- étude de faisabilité d'un système d'écémage d'HC récupérant les eaux huileuses du chargement camion

Les deux dernières mesures n'ayant pas été rediscutées, l'exploitant confirmera leur réalisation, ou à défaut leur calendrier de réalisation.

Néanmoins, l'inspection considère que l'exploitant aurait dû préciser le gain attendu de ces mesures en termes d'émission de COV, dont les COV CMR prioritaires, au regard des dispositions de l'art 2.3.2 de l'AP du 02/05/22 visé en référence. Aussi l'inspection a-t-elle proposé, suite à l'inspection menée en 2023, un projet d'APMED à M. Le préfet (identique à celui mentionné dans la fiche de constat 3), qui prescrit à l'exploitant de se positionner sur l'efficacité des mesures alternatives proposées par rapport à l'objectif cible de 95 %, au plus tard 3 mois suivant sa date de notification.

L'exploitant par courrier du 28/06/24 (réf QEHRI/2024-15), dans le cadre de la phase contradictoire du projet d'APMED susmentionné, indique rencontrer des difficultés techniques à quantifier le gain associé à chaque action de traitement à la source et sollicite une modification des termes de l'art 2.3.2 de l'AP du 02/05/22 ou à défaut un délai supplémentaire de 18 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure à intervenir.

Comme indiqué à l'exploitant lors de la présente inspection, et à défaut d'éléments nouveaux, la DREAL proposera à M. Le préfet de maintenir les termes du projet d'APMED qui lui a été transmis en considérant les arguments de TERF insuffisants pour y donner une suite favorable.

En outre, l'exploitant précisera dans un délai de 3 mois à l'inspection les autres pistes possibles

pour limiter les émissions de COV des bassins API, telles que celles abordées par exemple en salle : limitation du temps de séjour dans les bassins par exemple (en augmentant la fréquence des racleurs), limiter la température des effluents et mesurer la température au niveau du bassin ou des fosses à huiles par exemple (actuellement, la température est prise en sortie du clarificateur). Il s'agit là d'une liste non exhaustive.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- finaliser l'installation des purgeurs automatiques au niveau des bacs B21 et B7 (si non réalisé au 31/12/24) et transmettre le calendrier éventuel d'installation d'autres purgeurs automatiques
- transmettre la consigne de purge des bacs, modifiée récemment
- préciser les suites données à l'ensemble des actions mentionnées dans l'ETE remise le 15/02/2023, leur coût et leur gain attendu
- Préciser les autres mesures possibles (ETE complémentaire) pour réduire les émissions de COV issues des bassins API si le gain estimé des mesures déjà mises en place est trop éloigné de l'objectif cible de 95 %

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours / 3 mois (ETE complémentaire)

N° 6 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,2

Thème(s) : Risques chroniques, Article 10,2,1,2 - COV faisant l'objet d'une surveillance

Prescription contrôlée :

Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant assure une surveillance environnementale des polluants atmosphériques :

- dont le niveau d'émission est supérieur aux seuils visés à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les émissions diffuses sont prises en compte.
- dont l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) couplée à une première interprétation de l'état des milieux ont mis en évidence la nécessité d'une surveillance environnementale.

La liste des polluants visés par cette surveillance environnementale est, au minimum, la suivante : benzène, cadmium, arsenic, chrome VI, nickel, 7,12-diméthylbenz(a)anthracène.

La surveillance de ces substances est mise en œuvre sous 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté, et est réalisée en continu pour le benzène.

Constats :

Suite à l'inspection menée le 12/09/23, le programme de surveillance environnementale du benzène a été formalisé dans la procédure QEHRI-08, rév 0 du 03/09/24 (cf annexe 3 courrier réponse exploitant du 28/10/24).

Néanmoins, ce programme ne mentionne pas les autres polluants, notamment ceux visés par l'art 10,2,1,1 de l'AP du 16/05/18 (cadmium, arsenic, chrome VI, nickel, 7,12-diméthylbenz(a)anthracène), ni le laboratoire agréé en charge de réaliser les mesures.

Le programme doit être complété à cet effet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter et transmettre la procédure QEHRI-08, rév 0 du 03/09/24 afin d'y faire apparaître l'ensemble des polluants objets de la surveillance environnementale ainsi que le laboratoire agréé en charge de réaliser les prélèvements et mesures.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours